

25 AOÛT Le départ

L'armée arakanaise du salut Rohingya (Arsa) a organisé et revendiqué les attaques simultanées d'une vingtaine de postes de police et de l'armée dans l'ouest de la Birmanie, faisant au moins 100 morts et poussé des milliers de civils à fuir vers le Bangladesh voisin, de peur des représailles... comme cela s'était passé en 2012.

11 SEPTEMBRE Epuration ethnique

L'ONU hausse le ton contre l'armée birmane et les milices bouddhistes en qualifiant les exactions contre les Rohingyas d'« exemple classique d'épuration ethnique ». La communauté internationale, des États-Unis à l'Union européenne en passant par le Conseil de sécurité de l'ONU, fait pression sur Naypyidaw, capitale de la Birmanie, pour que cessent les violences.



19 SEPTEMBRE La Prix Nobel sort du silence

« Aung San Suu Kyi s'exprime enfin publiquement avant une assemblée générale de l'ONU à laquelle elle ne participe pas. A la télé, elle assure que la Birmanie était « prête » à organiser le retour des musulmans réfugiés au Bangladesh, se dit « profondément désolée » pour les civils ainsi « pris au piège ». Sans effet. AFP

28 SEPTEMBRE Cauchemar humanitaire

Le patron des Nations unies Antonio Guterres réclame un « arrêt des opérations militaires » dans l'ouest de la Birmanie et dénonce un « cauchemar humanitaire ». Cependant, Pékin - qui compte d'importants intérêts économiques en Birmanie - et Moscou apportent leur soutien aux autorités birmanes.

FRANCE & MONDE

Rohingyas, les enfants au cœur de la tourmente



« Avec cette crise, c'est leur enfance qui leur est volée. Nous ne pouvons permettre qu'ils soient aussi privés d'avenir »

Anthony Lake,
DG de l'Unicef

UNICEF

Alerter sur la situation catastrophique des enfants Rohingyas et appeler à la générosité à la veille de la conférence internationale des donateurs : l'objet du rapport publié vendredi.

« Ces enfants ont instamment besoin de nourriture, d'eau salubre, d'installations d'assainissement et de vaccins. Mais ce n'est pas tout, ils ont aussi besoin de surmonter les épreuves endurées, besoin de recevoir une éducation, besoin de conseils, besoin d'espoir » : à la veille de la conférence internationale des donateurs qui se déroule à Genève le 23 octobre, Anthony Lake directeur général de l'Unicef interpelle sur la situation des enfants Rohingyas dans les camps au Bangla-

desh, sachant qu'ils représentent 60% des réfugiés et qu'entre 1200 et 1800 enfants franchissent encore la frontière chaque jour.

Un rapport publié vendredi et intitulé « Rejetées et désespérés ». L'unicef explique que « malgré l'intensification de l'aide internationale dirigée par le gouvernement bangladais, il reste impossible de répondre aux besoins les plus élémentaires des nombreux enfants ». Un plan d'aide a été élaboré par les Nations Unies, chiffré à 434 millions

de dollars dont 76 millions pour répondre aux besoins urgents des enfants arrivés récemment.

L'ONG rappelle également « ne toujours pas pouvoir se rendre auprès des enfants Rohingyas qui se trouve dans le nord de l'Etat de Rakhine » et appelle non seulement à « cesser les atrocités ciblant les civils » dans cet état birman mais aussi à « trouver une solution pérenne à cette crise, qui réponde aux problèmes d'apatridie et de discrimination, conformément aux recom-

mandations formulées par la commission consultative sur l'Etat de Rakhine ».

Devant la presse, l'auteur du rapport, Simon Ingram, a insisté sur le fait que « ce n'est pas du court terme » et qu'il est donc « essentiel qu'une protection soit garantie pour les enfants et que ceux qui naissent au Bangladesh soient enregistrés ». Car, a-t-il ajouté, « sans identité, ils n'ont aucune chance d'être assimilés un jour dans la société ».

A.S.

GÉRALDINE BRUN. De retour d'une mission d'un mois au Bangladesh, pour Médecins du Monde, elle témoigne de la réalité dans les camps de Rohingyas.

« 82% des réfugiés sont des femmes et des mineurs »

ENTRETIEN

Basée à Marseille, Géraldine Brun réalise des missions pour Médecins du Monde. Elle revient d'un mois au Bangladesh, à Bazar Cox district, une langue de terre à la pointe Sud-Est du pays, frontalière avec la Birmanie où s'entassent des centaines de milliers de Rohingyas fuyant les exactions de l'armée birmane.

Les derniers chiffres de la coordination internationale sur place font état de plus de 600 000 arrivées depuis le 25 août, s'ajoutant aux 300 à 400 000 Rohingyas déjà au Bangladesh. Concrètement, comment s'organisent les camps ?

Jusqu'à août, il y avait sur cette zone deux camps relativement bien structurés autour desquels les nouveaux venus se sont greffés au fur et à mesure des arrivées. Ces camps étaient espacés de quelques kilomètres. Aujourd'hui, ils ne forment plus qu'un seul camp. Sur une heure de voiture, cela ne s'arrête pas. Une véritable marée de tentes s'entasse le long de la route mais aussi derrière, s'enfonçant dans la forêt où les derniers venus sont obligés de se positionner. Et qui dit éloignement de la route, dit éloignement des services de base. Certaines personnes n'ont même pas d'abri et se sont installées à l'air libre. Sinon, c'est une forêt d'abris collés les uns aux autres, construits à l'aide de bâches noires fixées à des bambous improvisés en piquets grâce à des cordes achetées sur les marchés. C'est extrêmement rudimentaire. D'autant que nous sommes dans la forêt, qu'il y a des collines, que le sol est en terre glaise, qu'avec les nombreuses pluies il s'est transformé en boue... Il y a également une centaine de milliers de personnes qui sont hébergées chez l'habitant, avec des familles installées sur leur terrain, parfois contre une petite somme. Mais les autorités birmanes cherchent à faire reculer cette dernière option, voulant rassembler les réfugiés et les envoyer dans des camps, notamment au Nord de la langue de terre.

Comment intervenez-vous ?

C'est un contexte difficile pour les ONG. Nous venons en appui à des associations locales, notamment Gonoshathaya Kendra, en soins de santé primaire mais aussi dans le cadre d'un programme en santé mentale et sur les violences liées au genre. C'est une action que nous avons commencée début 2017 et qui se développe dans le contexte particulier d'un poste de santé temporaire, dans la jungle, au milieu d'un camp... On a mis en place un espace privé pour que des psychologues puissent recevoir les femmes qui souhaitent parler. C'est là que nous avons eu des témoignages sur des viols et le besoin qu'il faut désormais couvrir est de pouvoir les appuyer dans une procédure juridique.

Difficile car ce n'est pas le Haut commissariat aux réfugiés qui s'en occupe ?

Non car le Bangladesh n'a pas signé les Conventions de Genève. Arrivant d'un endroit où ils avaient une vie d'apartheid, les Rohingyas n'ont même pas droit à un statut de réfugiés : ce sont des personnes déplacées de force et elles n'ont pas de papiers.



« En un mois, c'est l'équivalent des 2/3 de la population de Marseille qui a été déplacé : une ampleur et une rapidité sans précédent. »

Si le HCR s'occupe de deux petits camps, l'ensemble est géré par le gouvernement et l'armée bangladaise, et les Nations unies.

L'Unicef a lancé vendredi une alerte sur la situation des enfants ?

Il faut en effet mesurer que 82% des 800 000 réfugiés sont des femmes et des enfants, 6 sur 10 sont mineurs, 30% ont moins de 5 ans. Concernant les enfants, il y a le problème particulier des enfants seuls, qu'il faut repérer, pour lesquels il faut rechercher la famille... Un dossier auquel s'attelle l'Unicef qui en a identifié 6000. Mais les chiffres sont à prendre avec des pincettes.

Il faut surtout comprendre que femmes et enfants font partie des populations à risque, que les agressions sont possibles, que trouver de la nourriture est plus difficile... Pour les femmes, nous avons ainsi repéré de grandes difficultés liées aux sanitaires. Comme ils ne sont pas séparés entre les hommes et les femmes, elles n'osent pas y aller et s'y rendent donc la nuit ou vont en forêt, ce qui augmente les risques d'agression. Il y a aussi le problème particulier aux menstruations. Elles n'ont pas de quoi se changer, se laver et peuvent passer le temps des règles enfermées sous la tente. Des questions auxquelles les ONG réfléchissent et tentent de répondre en proposant des kits avec des serviettes, un seau, un morceau de savon... et en essayant de mettre en place des espaces sécurisés.

Dans le domaine sanitaire toujours, où en est la campagne de vaccination ?

Elle se poursuit et 150 000 enfants environ ont été vaccinés contre la rougeole, la rubéole et la polio depuis septembre. Ces gens viennent de la Birmanie où la couverture vaccinale n'est pas satisfaisante. Ils sont, de plus, arrivés dans un état de malnutrition et d'épuisement majeur, après avoir marché 10 ou 15 jours avec peu ou pas à manger et quasiment rien à boire. Sans oublier le stress, les traumatismes... Récemment s'est ajoutée une campagne de



« Ils viennent d'un endroit où ils avaient une vie d'apartheid et ils se retrouvent au Bangladesh où on leur construit un camp avec des routes, l'accès à l'eau. Mais ils n'ont pas le statut de réfugiés. Ce sont des personnes déplacées de force. Et donc, sans papiers », explique Géraldine Brun. D.R.

vaccination contre le choléra car le risque majeur reste celui de l'épidémie.

Comment réagit la population du Bangladesh, pays très pauvre ?

La Première ministre avait dit qu'ils étaient 163 millions et qu'ils pouvaient bien en accueillir 500 000... C'est ce qu'ils ont fait. Les autorités ont été accueillantes et pour l'instant, il y a eu une grande générosité dans la population mais les tensions commencent à monter. Parce que les prix ont flambé comme à chaque fois en temps de crise et parce que le temps des récoltes va bientôt arriver, que les propriétaires qui ont laissé les réfugiés s'installer vont avoir besoin de récupérer leur terre...

Mais si le Bangladesh a été seul à assurer l'accueil, il ne pourra résoudre seul la question. Là, on

est sur une phase d'urgence mais chacun a bien compris que c'est de l'urgence qui va durer. Que va-t-on faire ? Peut-on imaginer qu'une génération vive dans ces camps dont on voit bien que le Bangladesh est en train de les consolider, avec construction de route, installation de sanitaires... ? Loin de tout, à deux heures de voiture de la ville de Cox Bazar, à une heure d'avion de la capitale ? C'est au niveau international que doit être posé le problème du Rakhine, de l'Etat d'Arakan où vivaient ces Rohingyas. D'où l'importance de laisser les ONG y avoir accès pour qu'elles puissent témoigner et qu'on continue d'en parler. Car, pour l'heure, la communauté internationale, le conseil de sécurité de l'ONU... sont plutôt silencieux.

Entretien réalisé par Angélique Schaller

REPÈRES HISTORIQUES

XVe siècle

Les Rohingyas font remonter leur présence en Birmanie au XVe siècle. Le gouvernement birman estime pourtant qu'ils seraient arrivés au moment de la colonisation britannique et les considère comme des immigrants illégaux bengalis.

1948

À l'indépendance, la Birmanie assigne les Rohingyas à une position de citoyens de 2e zone. À partir des années 1970, le régime militaire les met peu à peu au ban de la société. En 1982, une loi leur retire la citoyenneté birmane, en faisant des apatrides.

Exodes multiples

En 1978, environ 200 000 Rohingyas se réfugient au Bangladesh. En 1992, plus de 230 000 supplémentaires franchissent le fleuve Naf. En 2012, après des violences communautaires, 140 000 prennent la fuite.

Juin 2012

Un Rohingya est accusé du viol d'une Birmane : le départ d'un nettoyage ethnique dans l'Arakan. Le régime birman et des moines bouddhistes sont accusés d'avoir participé ou favorisé un « crime contre l'humanité » selon Human Watch.

Aujourd'hui

Les Rohingyas ne peuvent ni travailler, se marier ou étudier, sont expropriés, privés de soins... Des centaines de milliers vivent dans des camps, les autres dans des villages contrôlés par des policiers. Le régime entrave le travail des ONG.